



## COMMENT STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS EN HAÏTI

### Rapport d'Atelier<sup>1</sup>

Octobre 2009

---

<sup>1</sup> Les questions ou commentaires sur le Rapport d'atelier ou les sujets qui y sont abordés peuvent être transmis au Groupe JOBPAW par e-mail à : [info@jobpaw.com](mailto:info@jobpaw.com) ou par tel au (509) 37 17 92 32

## Listes des sigles utilisés

<b>ACDI</b>	<b>Agence Canadienne pour le Développement International</b>
<b>AF</b>	<b>Année Fondamentale</b>
<b>BID</b>	<b>Banque Interaméricaine de Développement</b>
<b>BM</b>	<b>Banque Mondiale</b>
<b>CTPEA</b>	<b>Centre de Techniques de Planification et d'Economie Appliquée</b>
<b>DESRS</b>	<b>Direction de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>
<b>DGI</b>	<b>Direction Générale des Impôts</b>
<b>DSNCRP</b>	<b>Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté</b>
<b>ENAF</b>	<b>Ecole Nationale d'Administration Financière</b>
<b>ENGA</b>	<b>Ecole Nationale de Géologie Appliquée</b>
<b>ENARTS</b>	<b>Ecole Nationale des Arts</b>
<b>ENST</b>	<b>Ecole Nationale Supérieure de Technologie</b>
<b>ESIH</b>	<b>Ecole Supérieure en Infotronique d'Haïti</b>
<b>IES</b>	<b>Institut d'Enseignement Supérieur</b>
<b>IFGCar</b>	<b>Institut de la Francophonie pour la Gestion dans la Caraïbe</b>
<b>INFP</b>	<b>Institut National de Formation Professionnelle</b>
<b>MAST</b>	<b>Ministère des Affaires Sociales et du Travail</b>
<b>MBDS</b>	<b>Master en Base de Données et Systèmes</b>
<b>MCI</b>	<b>Ministère du Commerce et de l'Industrie</b>
<b>MEF</b>	<b>Ministère de l'Economie et des Finances</b>
<b>MENFP</b>	<b>Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle</b>
<b>MPCE</b>	<b>Ministère de la Planification et de la Coopération Externe</b>
<b>OCPAH</b>	<b>Ordre des Comptables Professionnels Agréés d'Haïti</b>
<b>OMRH</b>	<b>Office de Management et des Ressources Humaines</b>
<b>PDG</b>	<b>Président Directeur Général</b>
<b>PNUD</b>	<b>Programme des Nations Unies pour le Développement</b>
<b>PRIMA</b>	<b>Programme de Renforcement du Milieu des Affaires</b>
<b>R&amp;D</b>	<b>Recherche et Développement</b>
<b>RH</b>	<b>Ressources Humaines</b>
<b>TIC</b>	<b>Technologie de l'Information et de la Communication</b>
<b>UE</b>	<b>Union Européenne</b>
<b>UEH</b>	<b>Université Notre Dame</b>

## Tables des Matières

Listes des sigles utilisés.....	2
Résumé exécutif .....	4
1. Introduction .....	5
2. Déroulement de l'atelier .....	6
2.1 Propos d'introduction.....	6
2.2 Débats autour de l'Orientation de la Formation vers l'Emploi .....	6
3. Présentation d'un lien entre les acteurs sur le marché du travail.....	11
4. Débats autour des éléments d'une Politique de l'Emploi.....	13
5. Conclusion .....	15
Annexes .....	16
Liste des Participants .....	16
Objectifs et Agenda de l'Atelier .....	19

## Résumé exécutif

La plupart des experts économiques sont d'accord pour faire de la création d'emplois en Haïti une priorité. Haïti en effet accuse le taux chômage le plus élevé de la région, soit un taux de 70% à la fin du cycle économique de 2008. Les investissements dans ce domaine, s'ils sont incontournables, ne constituent pas l'essentiel de la problématique. D'une part, pour la seule année 2007-08, 2179 étudiants (répartis entre 1305 hommes et 874 femmes) sont sortis diplômés (donc disponibles sur le marché du travail), totalisant 8% des étudiants inscrits dans 34 Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) reconnues, selon un rapport préliminaire de la Direction de l'Enseignement Supérieur (DESRS) en Haïti. Ce chiffre serait beaucoup plus élevé si l'on incluait les diplômés de l'Université d'Etat d'Haïti (11 facultés plus les Ecoles de Droit de province), des Universités publiques en Région (Nord, Artibonite, Sud) et d'autres IES publiques (Ecoles Nationales d'Infirmières, ENST, ENGA, CTPEA, ENARTS) avec leurs 28000 étudiants inscrits. Ce chiffre ne prend pas en compte les diplômés de 91 centres de formation technique ou professionnelle reconnus par l'Institut de Formation Professionnelle (INFP). Dans le même temps, une étude récente de la banque mondiale a montré qu'Haïti a un des taux de migrants très éduqués les plus élevés au monde. D'autre part, il est reconnu qu'Haïti fait face à une carence de ressources humaines qualifiées. Il s'agit donc, avant tout, d'articuler les offres d'emplois avec les compétences disponibles. Il faut pour cela produire une réflexion sérieuse autour d'une politique agressive de l'emploi capable d'aboutir à la création d'un véritable marché de l'emploi en Haïti, en vue de stimuler la création d'emplois.

Pour répondre à ces impératifs, il a été organisé au Karibe Convention Center, le 15 octobre 2009 un atelier de travail à l'initiative du Groupe JOBPAW avec le financement de la Délégation de la Commission Européenne à travers son programme de Renforcement du Milieu des Affaires en Haïti (PRIMA) et le support du Bureau de l'Ordonnateur National. La méthodologie utilisée consistait à s'enquérir des informations clés sur le marché du travail, de les traiter et d'envisager les décisions à prendre par les acteurs concernés.

Les discussions ont montré qu'une politique agressive de l'emploi capable de stimuler la création d'emplois, à travers la création et le fonctionnement d'un vrai marché de travail, était possible, moyennant une implication plus active de tous les acteurs concernés. Le site web JOBPAW.COM, en centralisant toutes les informations nécessaires aux acteurs (professionnels, entreprises, centres de formation technique ou universitaire, l'Etat, etc.) et en offrant une multitude de fonctionnalités similaires à un marché virtuel de l'emploi, s'est révélé un excellent outil de communication entre ces différents acteurs sur le marché du travail. Le Task Force chargé de faire le suivi sur les recommandations de l'atelier est par ailleurs très innovant et prometteur.

Les excellents résultats de l'atelier présentés sous forme de tableaux s'expliquent par l'approche originale de la problématique sous forme de débats orientés (questions/réponses) ouverts à tous les acteurs sur le marché du travail, facilitant ainsi la participation de tous. Il a été proposé de resserrer les liens entre les acteurs sur le marché du travail, notamment en faisant intervenir l'entreprise dans le financement et l'orientation de la formation en fonction de ses besoins. Il est cependant souhaitable que le Task force mis sur pied fasse le suivi opérationnel et stratégique auprès des institutions impliquées dans la mise en œuvre des actions proposées, en vue d'aboutir à la promotion, l'élaboration et la gestion d'une politique de l'emploi.

Après le sommaire exécutif, le rapport de l'atelier est organisé comme suit. La Section I (Introduction) fait un survol des objectifs de l'atelier avec le niveau de participation. La Section II (Déroulement de l'atelier) rentre directement dans le déroulement de l'atelier avec les propos d'introduction et les discussions autour de l'orientation de la formation vers l'emploi et l'établissement de partenariat public-privé. La Section III (Lien entre les acteurs) résume la présentation d'une interface pouvant faciliter la communication entre les acteurs sur le marché du travail. La Section IV (Politique de l'Emploi) apporte des éléments essentiels qui peuvent être insérés dans une Politique de l'emploi capable de stimuler la création d'emplois. Elle présente le rôle du Task Force dans le suivi opérationnel et stratégique des recommandations de l'atelier. La Section V conclut avec en annexe l'agenda et la liste détaillée des participants.

## 1. Introduction

Le Groupe JOBPAW a organisé un atelier de travail autour du thème « Comment stimuler la création d'emplois en Haïti » le 15 octobre 2009 au Caribe Convention Center. Cet atelier, financé par *la Délégation de la Commission Européenne en Haïti*, à travers son *Programme de Renforcement Intégré du Milieu des Affaires (PRIMA)*, avait pour objectif principal de rechercher des consensus autour d'actions et de politiques publiques (Politique de l'Emploi) pouvant stimuler la création d'emplois. Son objectif spécifique était d'établir un dialogue entre les acteurs sur le marché du travail en Haïti, en vue d'aboutir à :

- i) Une meilleure orientation de la formation vers l'Emploi
- ii) Un meilleur lien entre Entreprises, Professionnels et Investisseurs
- iii) Un meilleur partenariat Public-Privé
- iv) L'identification des acteurs avec leurs rôles et responsabilités dans la promotion, l'élaboration et la gestion d'une Politique de l'Emploi.

Ont participé à cet atelier les représentants des chambres de commerces et des associations patronales, des ministères et organismes déconcentrés, des commissions présidentielles sur l'éducation, la compétitivité et les TIC, des entreprises, des universités et de la Communauté internationale. L'agenda et la liste complète des participants sont joints en annexe.

Le Groupe JOBPAW remercie tous les participants à l'atelier ainsi tous ceux qui ont contribué à son organisation et à sa réussite, du Modérateur, des rapporteurs et hôtesse jusqu'à l'Hotel Karibe en passant par le BON et l'UE qui a financé l'atelier à travers PRIMA, sans oublier le soutien de l'Equipe de PRIMA, du BON et de l'UE.

## **2. Déroulement de l'atelier**

### **2.1 Propos d'introduction**

M. Klaus Handschuh, Directeur de PRIMA a, dans ses propos d'introduction, rappelé l'engagement de PRIMA dans le renforcement institutionnel en Haïti. Il a fait de la création de l'emploi l'une des préoccupations de PRIMA. Il a terminé en rappelant les objectifs de l'atelier que PRIMA a financé.

M. Francesco Gosetti-di-Sturmeck, Chef de la délégation de l'Union Européenne (UE), toujours en guise d'introduction, a réitéré la détermination de l'UE à soutenir Haïti dans ses efforts pour briser le cycle de pauvreté. Il a par ailleurs annoncé le financement par l'UE de la construction de la route nationale #3. Il a insisté sur le rôle qu'ont à jouer les entreprises et la société civile.

Dr. Roberts Waddle, Représentant du Groupe JOBPAW, organisateur de l'atelier, a rappelé le contexte de l'atelier avant de présenter le processus de déroulement de l'atelier autour de débats contrôlés par un modérateur. Le caractère innovateur de cet atelier sur l'emploi réside dans le fait qu'il réunit non seulement les acteurs clés du marché de l'emploi autour d'une même table, mais aussi les fait prendre conscience de l'interdépendance de leurs actions. En d'autres termes, l'atelier encourage une meilleure communication et une meilleure collaboration entre les acteurs (*entreprises, professionnels, étudiants, centres de formation technique ou universitaire, l'Etat, etc.*) sur le marché du travail, en vue de stimuler la création d'emplois en Haïti

### **2.2 Débats autour de l'Orientation de la Formation vers l'Emploi**

La première session de débats a porté sur quatre thématiques. Le tableau suivant donne un aperçu des principales questions débattues et des éléments de réponse qui y ont été apportés. Il met aussi en évidence le rôle et la responsabilité de chaque acteur dans la mise des actions préconisées par l'atelier (voir dernière colonne du tableau).

Thématiques	Discussions	Actions	Responsables
<p>1. Quels sont les besoins des professionnels de l'emploi ?</p> <p><i>Quels sont les catégories des professionnels de l'emploi nécessaires ?</i></p> <p><i>Quelles sont les contraintes pour trouver ces professionnels sur le marché local ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Essentiellement des cadres intermédiaires dans la gestion, comptabilité, le management et des techniciens</li> <li>• Absence de centres de formation dans les filières techniques.</li> <li>• Manque de compétence et d'expérience.</li> <li>• Les filières techniques n'attirent pas les jeunes (obstacle culturel)</li> <li>• Les diplômés haïtiens ont des exigences salariales très élevés</li> </ul>	<p>Etendre le modèle du Collège Canado Haïtien à tous les départements</p> <p>Favoriser, via un partenariat, des stages en entreprises tout au long du cursus (<i>S'inspirer du modèle de placement de l'Ecole Christ The King et du CTPEA</i>)</p> <p>Mettre un cours d'Orientation professionnelle en 6ème et 9ème AF, Bac II</p> <p>Publier, à titre indicatif, les barèmes de salaire pour les différentes catégories de profession</p>	<p>MENFP+INFP de concert avec des bailleurs comme ACDI, BID, UE, etc.</p> <p>Centres de Formation+Entreprises</p> <p>Centres de Formation + Entreprises</p> <p>Administration Publique + Entreprises + Bailleurs + Média</p>

Thématiques	Discussions	Actions	Responsables
<p>2. Que proposent les professionnels de l'éducation ?</p> <p><i>Combien de diplômés de différentes catégories sortent chaque année</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des formations de niveau License dans les secteurs traditionnellement les plus demandés : comptabilité, administration/gestion/commerce/marketing, informatique, éducation, génie, agriculture sciences infirmières, médecine, droit</li> <li>• 66 000 étudiants inscrits en total dans les IES en Haïti avec plus de 32 000 bacheliers pour 2007-08</li> <li>• 160 établissements universitaires dont seulement 32 ont une autorisation de fonctionnement et un taux de diplômés autour de 8%</li> </ul>	<p>Améliorer la Gouvernance dans le Système éducatif en :</p> <p>i) Adoptant la Loi-cadre de l'Enseignement Supérieur ;</p> <p>ii) Publiant la liste des centres de formation technique ou universitaire reconnus dans les journaux et sur internet (accès permanent) ;</p> <p>iii) Publiant sur internet les Statistiques sur les formations offertes en Haïti et les diplômés sur le marché du travail (<i>Utiliser gratuitement le portail JOBPAW.COM pour capturer ces statistiques</i>)</p>	<p>Parlement + MENFP</p> <p>MENFP+INFP+Média</p> <p>DESSR en partenariat avec JOBPAW</p>



Thématiques	Discussions	Actions	Responsables
<p>3. Comment orienter la formation vers l'emploi et poser le problème de la certification des métiers ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création de lycées techniques formant des techniciens supérieurs ou cadres intermédiaires</li> </ul> <p>Mise en place d'examen de certification en dehors de l'université prise en charge par l'état ou par des organismes autonomes ou des associations de</p>	<p>Etendre le modèle du Collège Canado Haïtien à tous les départements</p> <p>Ouvrir des centres de formation liés à la restauration, l'hôtellerie pour les villes touristiques ; des centres liés aux métiers de la pêche pour les villes côtières (<i>Utiliser un partenariat avec la ville de Brunswick pour les navires</i>)</p> <p>Fournir une estimation annuelle sur les types de professionnels nécessaires aux entreprises ou à la mise en œuvre des projets et Centres de Formation modulent leurs cursus en conséquence</p> <p>Recruter sur concours dans l'Administration publique et dans les entreprises et annoncer les concours dans les journaux, sur internet et dans les tableaux d'affichage des Centres de Formation avec un délai raisonnable permettant de les préparer</p> <p>Etablir des partenariats avec des Universités étrangères (<i>S'inspirer de MBDS de Faculté des Sciences de l'UEH, Université Quisqueya, ESIH,</i></p>	<p>MENFP+INFP+de concert avec des bailleurs comme ACDI, BID, UE, etc.</p> <p>RH Entreprises + Projets + Ministères + Centres de Formation</p> <p>OMRH + RH Entreprises + Centres de Formation</p> <p>Centres de Formation</p>

Thématiques	Discussions	Actions	Responsables
	métiers	<p>Centre technique de St-Gérard, etc.) pour certification</p> <p>Etablir des associations de métiers de tous types (S'inspirer du modèle OCPAH qui certifie les comptables)</p>	CMA du CCIH + Centres de Formation + Professionnels
<p>4. Quels sont les partenariats public-privé qui pourraient créer plus d'emplois ?</p> <p><i>Quels sont les services dérivés pour lesquelles l'état pourrait utiliser le privé, créant ainsi plus d'emplois et rendant ainsi l'état plus libre et plus efficace dans ses fonctions de contrôle, de régulation, et fournisseur de services publics ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financement par l'Etat des établissements supérieurs qui répondent à des normes de qualités. Création des chaires à l'université financées par les entreprises.</li> <li>-Vente par l'Université de services spécialisés (études, consultations, recherche appliquée, etc.) aux ministères et entreprises</li> <li>Utilisation d'opérateurs privés pour certains services traditionnellement offerts par l'Etat. Ex : paiement à la banque de certains frais normalement perçus par la DGI</li> </ul>	<p>Mettre, à travers des partenariats entre Ministères ou Entreprises et Centres de Formation, dans chaque faculté des centres de recherche orientés financés/patronnés par ces entités qui en servent comme R&amp;D</p> <p>Faire des travaux et études spécifiques payants pour Ministères et Entreprises (S'inspirer du partenariat entre ESIH et MCI pour la mise en ligne du Registre du Commerce)</p> <p>Utiliser les banques commerciales pour recevoir certains paiements perçus par la DGI (S'inspirer du modèle de l'Ambassade Américaine pour paiement des visas via SOGEBANK)</p>	<p>Centres de Formation + Ministères + Entreprises</p> <p>Centres de Formation + Ministères + Entreprises</p> <p>MEF + DGI + Banques Commerciales</p>

M. Kesner Pharel, PDG du Groupe Croissance, en qualité de modérateur de l'atelier, a fait un bref résumé des discussions et en a profité pour souligner:

- L'absence de passerelle entre les acteurs sur le marché du travail.
- L'importance de la mise en place d'institutions solides
- L'importance de faciliter des investissements créateurs d'emplois durables
- La difficulté de trouver des cadres intermédiaires compétents et expérimentés
- L'importance du capital humain pour faire fructifier le capital financier

### 3. Présentation d'un lien entre les acteurs sur le marché du travail

Le site web [JOBPAW.COM](http://JOBPAW.COM) est une interface qui facilite une meilleure communication entre professionnels, entrepreneurs, investisseurs, centres de formation technique ou universitaire et l'Etat sur le marché du travail. Il joue le rôle de passerelle entre les acteurs, car il offre la possibilité aux:

1. Aux Bacheliers, Etudiants de
  - *Savoir, à priori, ce qu'offre le marché du travail en termes d'opportunités d'emplois*, en consultant les statistiques sur l'emploi publiées sur le site
  - *Décider vers quelle filière technique ou universitaire (courte ou longue) s'orienter*, en consultant les formations offertes par les centres de formation technique ou universitaire disponibles sur le site
  - *Parfaire leur formation* en postulant pour une des bourses d'études à l'étranger disponibles sur le site
  - *Se faire connaître* en publiant leurs mémoires ou travaux de fin d'études
2. Aux Diplômés, Professionnels, Consultants et Experts de
  - *Faire connaître leur disponibilité sur le marché* en postant leur CV sur le site
  - *Postuler, de partout, parmi les offres d'emploi publiées sur le site*
  - *Parfaire leur formation* par le biais de séminaires de formation continue sur le site
3. Aux Entreprises, Ministères et Organismes déconcentrés, Institutions internationales, ONG et Projets de
  - *Faire connaître leurs besoins réels ou potentiels en ressources humaines*, en publiant leurs offres d'emplois et appels d'offres sur le site
  - *Recruter plus facilement des professionnels* en consultant la banque de ressources humaines disponible sur le site

4. Aux Centres de Formation technique ou universitaire de

- *Faire connaître les formations qu'ils offrent*
- *Faire de la promotion pour leurs diplômés ou professeurs en publiant leurs travaux de fin d'études ou de recherche et en les encourageant à publier gratuitement leur CV sur le site*

L'avantage et la force du portail JOBPAW.COM résident dans le fait qu'il met en place un mécanisme permettant de *centraliser toutes les informations nécessaires aux acteurs (entreprises, professionnels, étudiants, centres de formation technique ou universitaire, l'Etat, etc.) sur le marché du travail. Il développe ainsi un dialogue permanent entre ces acteurs en vue de stimuler la création d'emplois en Haïti.*

Fréquenté par un large public (plus de 2500 visiteurs par jour), le site web de [JOBPAW.COM](http://JOBPAW.COM) offre la possibilité à tous les acteurs ci-dessus de *faire l'autopromotion ou de la promotion pour leurs produits et services sur le site.*

#### 4. Débats autour des éléments d'une Politique de l'Emploi

Cette deuxième session a été marquée par des réflexions autour de l'élaboration d'une politique de l'emploi. Le tableau présente les points débattus et la responsabilité de chaque acteur dans la mise en œuvre des actions :

Thématiques	Discussions	Actions	Responsables
<p>Réflexions autour de la promotion, l'élaboration, de la gestion d'une Politique de l'Emploi</p> <p><i>Analyse des éléments d'une Politique de l'Emploi</i></p> <p><i>Identifier les acteurs (Secteur Public + Secteur Privé)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inventaire des ressources humaines existantes</li> </ul>	<p>Etablir une base de données des agents de la Fonction Publique et l'utiliser pour Valoriser les ressources humaines, les Acquis</p> <p>Inventorier tous les professionnels et consultants en Haïti (<i>Utiliser la banque des ressources humaines de JOBPAW et encourager le professionnels et diplômés à s'y inscrire gratuitement</i>)</p>	<p>OMRH + MEF</p> <p>MENFP +INFP + de concert avec des bailleurs comme ACDI, BID, UE, etc.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Indentification des secteurs prioritaires et formation de cadres pour lesdits secteurs</li> </ul>	<p>Identifier les secteurs prioritaires dans le DSNCRP avec les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre (<i>Etablir partenariat avec ENAF, IFGCar, ENST, CTPEA, UEH, Canado, et autres Centres de Formation technique ou universitaire pour la formation de ces ressources, si elles n'existent pas</i>)</p>	<p>MENFP +MPCE+ MEF + Centres de Formation</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inventaire des secteurs potentiels d'investissement (tourisme avec</li> </ul>	<p>Ouvrir des centres de formation liés à la restauration, l'hôtellerie pour les villes touristiques ; des centres liés au</p>	<p>MCI+ MEF+ MENFP+INFP+Centres de Formation de concert avec</p>

Thématiques	Discussions	Actions	Responsables
	<p>implication sur hôtellerie, restauration, pêche, télécoms, etc.) et ceux identifiés par le Groupe de Travail Compétitivité, TIC et identifier s'il existe des ressources humaines pour profiter de la création d'emplois qui seront générés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'une politique d'expertise locale</li> <li>• Orientation de la Formation vers l'Entreprenariat</li> <li>• Promotion et Financement d'une politique de l'emploi</li> <li>• Identification des acteurs pour promouvoir, élaborer et mettre en œuvre une politique de l'emploi</li> </ul>	<p>secteur textiles, à l'agro industrie, aux métiers de la pêche et dérivés pour les villes côtières (<i>Utiliser un partenariat avec la ville de Brunswick pour les navires</i>)</p> <p>Associer des cadres et experts locaux (ou Diaspora, si possible) dans l'assistance technique internationale</p> <p>Mettre un cours d'entreprenariat dans le cursus de certains centres de formation</p> <p>Doter le Budget d'une ligne qui reflète les dépenses liées aux objectifs de promotion et de création d'emplois (<i>S'inspirer de la ligne de Dépenses orientées vers la réduction de la pauvreté</i>)</p> <p>Identifier les acteurs publics principaux en charge et identifier les acteurs publics et privés une telle politique</p>	<p>des bailleurs comme ACIDI, BID, UE, etc.</p> <p>MEF+ MPCE+ Ministères dans les projets + Bailleurs</p> <p>MENFP + MEF + MPCE + Centres de Formation + Entreprises</p> <p>MPCE + MEF + Primature + Présidence</p> <p>MEF avec Primature (OMRH), MPCE, MCI, MENFP et Ministères et Associations Patronales et Chambres de Commerce</p>

Au point de vue stratégique, la proposition dominante est de définir une politique agressive de l'emploi, en identifiant les secteurs prioritaires (DSNCRP), les secteurs porteurs et les secteurs potentiels d'investissement identifiés par les Commissions de travail sur la Compétitivité et les TIC. Ensuite, il faudrait identifier les ressources humaines capables de mettre en œuvre ou de bénéficier des retombées et les former, si besoin est. Haïti pourrait se baser sur des modèles de la Caraïbe (République Dominicaine pour le Tourisme, Guatemala pour la Compétitivité) et d'autres pays comme l'Inde, la Chine, la Corée, le Japon, le Singapour, etc.

Ces réflexions ont abouti à la suggestion de création d'un Task Force multipartite qui travaillerait sur une base régulière avec les acteurs responsables de la mise en œuvre des actions décrites dans les deux précédents tableaux en vue de faire le suivi :

- Opérationnel entre les Entreprises (représentées par les chambres de commerce, les associations patronales, etc.), les Ministères et Organismes déconcentrés (représentés par OMRH) et les centres de formation technique ou universitaire en vue d'orienter la formation vers l'emploi
- Stratégique avec le MEF (*en charge de la Politique de l'Emploi*), le MENFP, le MCI, le MAST et les autres ministères sectoriels, l'OMRH, le CFI, les chambres de commerce d'Industrie et les membres des commissions présidentielles travaillant sur l'Education, la Compétitivité et les TIC, etc.

Ce Task Force aurait un Représentant i) des Associations patronales (ADIH, par exemple), ii) des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Haïti, iii) de l'Université d'Etat, iv) des Universités privées (Quisqueya ou ESIH, par exemple), v) des ressources humaines d'une entreprise (Unibank, Citibank, FAES, etc.), vi) du MCI, vii) du MENFP, viii) du CFI

## 5. Conclusion

M. Price Pady, Ordonnateur National a prononcé les paroles de clôture de l'atelier en montrant sa satisfaction et en soulignant l'importance dudit atelier pour la stabilité d'une société de sous-emploi comme la nôtre, à travers les multiples impacts positifs qu'il est susceptible d'avoir sur la redéfinition du marché de l'emploi en Haïti. Il a d'ailleurs adressé ses félicitations au Groupe de JOBPAW *d'avoir mis en place une interface qui facilite une meilleure communication entre les acteurs (entreprises, professionnels, étudiants, centres de formation technique ou universitaire, l'Etat, etc.) sur le marché du travail* en vue de stimuler la création d'emplois en Haïti. Il a toutefois reconnu que l'événement du jour n'est pas une finalité en soi mais constitue plutôt une base pour arriver à une véritable politique de l'emploi. Il a enfin indiqué que c'était là une initiative innovatrice à encourager et qu'il serait souhaitable que le Task Force multipartite soit constitué et qu'il fasse le suivi opérationnel et stratégique.

## Annexes

### Liste des Participants

Nom et Prénom	Institution
Adam Harry	FAES
André Jean Claude	OCPAH
Antoine Manoucheka	PRESSE
Attié Patrick	ESIH/GTIC
Avril Gregor	ADIH
Beaulière Margareth R.	INFP
Beuzile Edmonde	SENAT
Bélizaire Arnel	L.J.B'Z
Bernard Lenette Deller	CEMEX HAITI
Bien Aime Gerald	BNC
Boucicaut Henri	MHAVE
Brutus Erick	CCIC

Nom et Prénom	Institution
Cajuste Elodie	CCIHC
Calixte Windsor	ANIMH
Cavaletto Gilles	UNESCO
Célestin Roselande	SCOOP FM
Charles Jean Vedonald	GRODESI
Charles Philippe Kendy	FIDEH
Cincir Amos	LE NOUVELISTE
Cléophat Danielle M.	CITIBANK
Dejean Lesly	UEH
Délice Hubert	REVAFP. INFO
Desrameaux Christian Jr	HPN
Dewez Philippe	BID



Nom et Prénom	Institution
Dieulassaint Ellecy	RTBNE
Dorcely Gérald	UP
Dumay Mellon André	MEGASTAR (R/T)
Dupin Miguelita	Chambres des Députés
Durand Elie P.	A.H.E.
Fièvre Jennifer	IFC
François Francesca	AMCHAM
Gosetti Francesco	UE
Grand Pierre Rose Marie	FAES
Grand-Pierre Gina	UNIBANK
Guignard Aude	UE
Handschuh Klaus	PRIMA/UE
Ivenson Franck	TROPIC FM
Jérôme Gardy	Etudiante
Joseph Radley Kemny	BRH

Nom et Prénom	Institution
Joseph Wesner	HAITEL S.A
Juarez Boal Pilar	UE
Laguerre Dario Serge Jr	CONATEL
Lamothe Guy	CFI
Lionel Duvalsaint	AHEC
Lubin Jonas	CJPE
Martin Réginald	A.H.E.
Martin Rose Marie	A.H.E.
Merilus Maxo	107.9
Mervilier James Wood	J.H
Mervius Jean Kesner	RADIO 9
Michel Réginald	QUESLAND
Morestin Justa	TELE HAITI
Noël Emmanuel	METROPOLE (R/T)
Noneau Jean Joseph	TELE HAITI

Nom et Prénom	Institution
Octanius Wilson	Journal des Concitoyens
Pady Price	BON
Pharel Pharel	Groupe Croissance
Piard Kéthia	TNH
Pierre Bernard	LE MATIN
Pierre Louis Ervé	CCIC
Pierre Mathias	GAMA
Pierre-Louis Florence	MENFP (DESRS)
Polack Alexandre	UE
Prévilon Edgard	CCP/ PFP
Réjouis Heccel	Journaliste
Roberson Alphonse	Magik 9/ Le Nouvelliste
Robert Franck	PRIMA/UE
Saint Phard Wesly	FNEL
Sainvil Euguy	RECTORAT UEH

Nom et Prénom	Institution
Salomon Jn Bonheur	PRIMA
Séard Fabienne	REBO S.A
Siméon Jn Max	DIGITAL FM
St Juste Kenzy	EDENLIFE INT.IC
St-Louis Exantus	FENAD
Théard Stanley	SPIA/ STANCO
Thébeau Michel	ONPES
Vitae Herne Jean Evans	UCS(CBS)
Vital Vladimir	EDEN-LIFE
Zéphir Nadgèle	COMCEL

## **Objectifs et Agenda de l'Atelier**

### **Comment stimuler la création d'emplois en Haïti ?**

#### **Objectifs**

L'objectif principal de l'atelier est de rechercher des consensus autour d'actions et de politiques publiques (Politique de l'Emploi) pouvant stimuler la création d'emplois. Son objectif spécifique est d'établir un dialogue entre les acteurs sur le marché du travail en Haïti, en vue d'aboutir à :

- i) Une meilleure orientation de la Formation vers l'Emploi*
- ii) Un meilleur lien entre Entreprises, Professionnels et Investisseurs (Marché de l'Emploi)*
- iii) Un meilleur partenariat Public-Privé*
- iv) L'identification des acteurs (Public+Privé) avec leurs rôles et responsabilités dans la promotion, l'élaboration et la gestion d'une Politique de l'Emploi*

Karibe Convention Center, 15 octobre 2009

## Agenda

- 7h30 Enregistrement des Participants (Thé/Café disponible)
- 8h30-9h00 Propos d'introduction
- M. Klaus Handschuh, Directeur de PRIMA
- SEM Francesco Gosetti-di-Sturmeck, Chef de la Délégation de la Commission Européenne
- 9h00-9h15 Lancement Officiel
- SEM Joël Desrosiers Jean-Pierre, Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
- SEM Daniel Dorsainvil, Ministre de l'Economie et des Finances
- 9h15-9h20 Pause
- 9h20-9h30 Présentation générale et déroulement de l'atelier
- Dr. Roberts Waddle, Professeur à l'Université
- 9h30-11h30 Débats animés par un Modérateur sur
1. Quels sont les besoins des professionnels de l'emploi (Entreprises, Ministères, Organisations internationales, Ambassades, ONG, Unités Techniques d'Exécution, etc.) ?  
*Quels sont les catégories de professionnels (niveau, spécialité, etc..) nécessaires ?*  
*Quelles sont les contraintes pour trouver ces professionnels sur le marché local ?*
  2. Que proposent les professionnels de l'Education (Ecoles professionnelles et technologiques, universités, établissements d'enseignement supérieur, Etablissements en formation continue, etc.) ?  
*Combien de diplômés de différentes catégories sortent chaque année ?*
  3. Comment orienter la formation vers l'emploi et poser le problème de la certification des métiers?  
*Comment adapter l'offre à la demande dans le court terme?*  
*Comment palier immédiatement à l'inadéquation entre l'offre et la demande, à travers la formation continue?*

4. Quels sont les partenariats public-privé qui pourraient créer plus d'emplois ?  
*Quels sont les services dérivés (paiement des services, contrôle technique, etc..) pour lesquels l'Etat pourrait utiliser le Privé, créant ainsi plus d'emplois et rendant ainsi l'Etat plus libre et plus efficace dans ses fonctions de contrôle, de régulation, et fournisseur de services publics? Ex : Paiement des Visas Ambassade USA via Sogebank ; Paiement TéléHaiti via Sogebank, Capital Bank, Scotiabank*

11h30-11h45 Résumé des discussions

11h45-12h Pause Café

12h00-12h30 Présentation d'un instrument de communication (espace d'échanges) entre les trois acteurs sur le marché du travail (Marché de l'Emploi)

*Comment créer un lien entre Professionnels de l'emploi (Offre), Professionnels de l'éducation (Formation) et Professionnels (Demande)*

*Comment créer un point de rencontre (accessible de partout, et en tout temps) et d'échanges entre ces trois acteurs sur le marché du travail, pour une meilleure prise de décision*

*Rôle des Associations Patronales (ADIH, ATH, etc.), des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCIH) et de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat*

12h30-13h15 Réflexions autour de l'élaboration, de la gestion d'une Politique de l'Emploi

*Identifier les acteurs (Secteur Public + Secteur Privé) avec leurs rôles et responsabilités dans la promotion, l'élaboration (Aspect stratégique) et la gestion d'une Politique de l'Emploi (Aspect opérationnel)*

*Analyser et esquisser les éléments d'une Politique de l'Emploi*

*Former une Task Force multipartite pour faire le suivi :*

- i) opérationnel entre les professionnels de l'emploi (entreprises représentées par les Chambres de commerce, les associations patronales, etc.) et les centres de formation (Ecoles professionnelles et technologiques, universités, établissements d'enseignement supérieur, Etablissements en formation continue, etc.) en vue d'orienter la formation vers l'emploi
- ii) stratégique avec le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation

Professionnelle (MENFP), les Chambres de Commerces, les membres des Commissions présidentielles travaillant sur l'Education, sur la Compétitivité, les TIC en vue de la promotion, de l'élaboration et de la gestion d'une Politique de l'emploi

13h15-14h            Pause (Déjeuner)

14h-14h30        Propos de clôture

SEM Price Pady, Ordonnateur National

SEM Marie-Josée Garnier, Ministre du Commerce et de l'Industrie